

CILCA

Comité pour un
Courant
Intersyndical
Lutte de Classe
Antibureaucratique

Communiqué du CILCA du 4 juin 2008

**Pour gagner face à Sarkozy, une seule solution :
En finir avec les journées d'action sectorielles et imposer aux
directions syndicales l'appel à la grève interprofessionnelle !**

A chaque fois que les directions syndicales ont appelé les travailleurs à des journées d'action de grèves et de manifestation, les travailleurs ont montré tout au long du mois de mai leur combativité. Mais tout au long du mois, les directions syndicales ont veillé à éviter le « tous ensemble » avec des journées d'action sectorielles (15 mai : fonction publique et éducation ; 18 mai : manif éducation ; 22 mai : manif retraite sans que la FSU appelle à la grève chez les enseignants, etc.)

La « position commune » CGT-CFDT-MEDEF sur la représentativité (cf. notre analyse CILCA de la « position commune » sur <http://courantintersyndical.free.fr/wp-content/contrepositioncommune9avril.pdf>) permet aujourd'hui au gouvernement de s'appuyer sur cet accord pour aller encore plus loin dans la déréglementation du marché du travail (cette « position commune » a son équivalent dans la fonction publique avec l'accord sur le « dialogue social » signé par la FSU, CGT, UNSA et Solidaires). L'article 17 de la « position commune » prévoit qu'un accord majoritaire d'entreprise peut, « à titre expérimental », faire exploser le contingent d'heures supplémentaires prévu par la branche. Le projet de loi du gouvernement reprend l'article 17 (avec un accord signé par des syndicats représentant au moins 30% des salariés de l'entreprise) et va plus loin, en prévoyant notamment de pouvoir imposer le « forfait jour » (introduit par la loi Aubry sur les 35 heures pour certains cadres) à l'ensemble des salariés, ce qui reviendrait à faire exploser leur temps de travail, sans même les payer en heures supplémentaires !

Thibault et Chérèque jouent les vierges effarouchées en estimant avoir été trahis par le gouvernement. Il était pourtant prévisible que le gouvernement allait s'engouffrer dans la brèche pour aller encore plus loin. Tout en refusant de retirer leur signature de la position commune, les directions de la CGT et de la CFDT sont contraintes de proposer une journée d'action le 17 juin (sans appel à la grève interprofessionnelle ... même scénario que le 22 mai). Une journée qui s'ajoute à la grève du 10 juin chez les fonctionnaires (alors que les directions fédérales de l'éducation ont purement et simplement reporté à la rentrée la suite du combat !).

Avec ces deux nouvelles journées d'action des 10 et 17 juin, les directions syndicales nous proposent le même scénario qu'avec les journées d'action des 15 et 22 mai, pour mener gentiment jusqu'aux vacances en nous faisant perdre deux jours de salaires sans aucun résultat. Nous devons tout faire contre ce scénario programmé par les directions syndicales en :

– **exigeant que les directions syndicales de la CFDT et de la CGT retirent leur signature de la position commune sur la représentativité, et de façon générale que l'ensemble des directions syndicales cessent de participer à toutes les concertations pour engager enfin le combat de classe contre le patronat et son gouvernement**

– **exigeant que les directions syndicales renoncent aux journées d'action dispersées sans perspective et appellent à la grève interprofessionnelle sur une plateforme revendicative interprofessionnelle**

– nous inspirant de la voie tracée par les agents des impôts qui sont en grève reconductible depuis le 15 mai, qui organisent une montée nationale à Paris le 10 juin. Alors qu'une grève reconductible se profile à partir du 10 juin à la SNCF, alors qu'une vaste intersyndicale du ministère de la culture appelle à la grève reconductible à partir du 10 juin (prouvant par là même, que sous la pression, les directions syndicales peuvent y appeler) – cf. <http://courantintersyndical.free.fr/wp-content/culture-greve.pdf> –, **nous devons dresser la perspective de la grève reconductible, et nous battre pour le vote de celle-ci dès qu'elle peut rassembler un nombre significatif de collègues.**

Le CILCA vise à regrouper les syndicalistes de lutte de classe, pour rompre l'isolement et agir ensemble contre la « négociation » des reculs sociaux, contre la collaboration de classe, pour la réappropriation de nos syndicats. Il est co-organisateur des Forums du syndicalisme de classe et de masse et co-éditeur du Bulletin du syndicalisme de classe et de masse.

Contacts : <http://courantintersyndical.free.fr> — Courriel : courantintersyndical@free.fr — Tél. : 06 66 25 16 65